

AMBIANCES

SONIC

LE HÉRISSEON

Créé pour détrôner le p'tit Mario

La cloche du premier round du grand combat entre Sega et Nintendo a sonné : Sonic vient de faire son apparition dans l'arène. La chaude lutte qui s'amorce entre les deux géants du jeu vidéo



représente un enjeu de plusieurs dizaines de millions de dollars. « Sonic the Hedgehog » est un nouveau petit personnage spécialement créé pour faire une concurrence acharnée au petit Mario et, si possible, le détrôner. **B-6**

LE QUÉBEC

Choix du secrétaire des commissions parlementaires

Québec a choisi un sous-ministre comme secrétaire des deux commissions parlementaires sur les impacts de la souveraineté et les offres d'Ottawa. **A-4**

LA RÉGION

Arthur a convaincu ses associés d'aller en appel

Après deux jours de grève du micro, l'animateur André Arthur a convaincu ses associés de porter en appel devant la cour fédérale la décision du CRTC. **A-3**

LE CANADA

Les Canadiens opposés plus que jamais à la société distincte

Selon un sondage Gallup, l'opposition du Canada anglais à la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise est plus farouche que jamais. **A-4**

LE MONDE

Bush veut une autre alliance contre les ambitions de l'Irak

Le président Bush songe à réactiver la coalition qui a chassé l'Irak du Koweït pour contraindre cette fois Saddam Hussein à renoncer aux armes nucléaires. **A-3**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Ambiances	B-6 et B-7
Annonces classées	B-8 à B-12
Arts	A-11 à A-13 et A-15
Décès	B-13
Économie	B-1 à B-5
Éditorial	A-14
Information générale	A-3 à A-7, B-13
Le monde	A-8 à A-10
Québec et l'Est	B-12 et B-14

TABLOÏD

Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14
Sport	S-1 à S-14

LA MÉTÉO

Nuageux avec éclaircies et averses dispersées aujourd'hui. Maximum: 18 à 20. Minimum: près de 11. Vendredi: ensoleillé avec passages nuageux. **S-16**

Construction du complexe de Grande-Baleine Québec n'attendra pas Ottawa

Le gouvernement Bourassa refuse de soumettre les projets d'Hydro-Québec à la volonté d'Ottawa. Québec se dit prêt à commencer la réalisation du complexe Grande-Baleine sans attendre la permission de la commission créée hier par le ministre fédéral de l'Environnement, M. Jean Charest.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

La ministre québécoise de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, et celui de l'Environnement, M. Pierre Paradis, ne reconnaissent qu'un droit très limité à Ottawa dans l'examen de l'impact sur l'environnement des prochains mégaprojets d'Hydro à la baie James.

M. Paradis affirme que le gouvernement du Québec donnera l'autorisation de procéder

à des travaux sans attendre l'avis de la nouvelle commission fédérale « à la condition que le Convention de la baie James, qui prévoit des dispositions d'application provinciale et fédérale, soit complètement appliquée ».

Au nom du gouvernement, Mme Bacon réaffirme de son côté « la pleine compétence du Québec sur l'exploitation des sites naturels, notamment en matière d'électricité ». Les ministres ont formulé ces commentaires au terme d'une réunion de quelques heures du comité ministériel sur le développement de la baie James, que préside le premier ministre Bourassa.

Un peu plus tôt, le ministre Charest avait confirmé qu'une commission fédérale procédera à l'examen public du projet Grande-Baleine, à commencer par la raison d'être du projet, et que cette commission donnera des directives à Hydro pour préparer des études d'impact qui seront ensuite rendues publiques.

C'est le rôle du Québec « d'é-

Suite A-2, Baie James...

Autre texte en page A-3

2 soldats de Québec accusés de meurtre à Montréal

(PC et LE SOLEIL) —

L'arrestation de quatre jeunes gens, dont deux soldats de la région de Québec qui faisaient l'objet depuis plusieurs semaines d'une surveillance spéciale, a permis hier aux policiers de la SQ de Montréal d'élucider la mort violente d'un gardien de nuit sauvagement assassiné à coups de bâton de baseball, il y a sept mois, au manège militaire de Saint-Jérôme, dans les Laurentides.

Une trace de soulier imprégnée dans le sang de la victime retrouvée sans vie, aux petites heures du matin, le 18 décembre 1990, dans le manège militaire dont elle avait la responsabilité, aurait été l'un des précieux éléments utilisés par les enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal.

Suite A-2, Soldats...



Le ministre fédéral de l'Environnement Jean Charest était accompagné du jeune Harvey Whiskeychan, neveu de Bill Namagoose, directeur du grand conseil des Cris, à sa sortie de la conférence de presse.

Renaud vole vers l'Institut canadien

Victime du succès et... des dangers d'incendie, le Vol de nuit de Renaud a pris un vol direct vers l'Institut canadien, hier, au grand dam du propriétaire du bar-spectacles d'Auteuil.

par FRANCINE JULIEN
LE SOLEIL

Vu le « succès sans précédent » de Vol de nuit et dans le but d'assurer une « sécurité maximale » aux spectateurs, le festival a annoncé à la hâte, hier, le déplacement du spectacle de Renaud du bar-spectacles d'Auteuil à l'Institut canadien.

« Quelques spectateurs souhaitaient assister au spectacle dans un contexte traditionnel, déclarait le directeur général, M. Marcel Dallaire, en conférence de presse. Ça va convenir à ceux qui se plaignaient ou risquaient de se plaindre du grand nombre de personnes. »

En fait, c'est le service des incendies de la ville de Qué-

bec qui risquait de s'en plaindre : la petite salle de spectacles du Vieux-Québec a le droit d'accueillir une centaine de spectateurs (123 ou 127, selon les interlocuteurs). Plus de 300 billets avaient trouvé preneurs pour les spectacles de

Suite A-2, Renaud...

Autres textes en pages A-3, A-11 et A-13

Les autochtones sont revenus à la case départ La crise de l'été dernier coûte cher aux Mohawks

MONTREAL (PC) — Leur économie a périclité. Les relations avec leurs voisins se sont détériorées. Des policiers non autochtones patrouillaient leurs territoires et les revendications territoriales piétinent.

Un an après la crise d'Oka, qui a produit des changements dans le système politique des autochtones, bien peu de progrès sont survenus dans les deux communautés mohawks où se sont déroulés ces événements.

« Nous nous retrouvons exactement au même point où nous étions à la même époque, l'été dernier », souligne Ellen Gabriel, artiste de Kanesatake

et porte-parole des Warriors durant l'affrontement armé de 78 jours opposant les autochtones, les policiers et l'armée.

« Nous revenons à la case départ », dit-elle.

Les pourparlers entre les Mohawks et les négociateurs des gouvernements fédéral et québécois en vue de résoudre cette crise ont fait ressortir certaines questions, comme la souveraineté des Mohawks, le système judiciaire et policier local,

LA CRISE D'OKA



UN AN APRÈS

des revendications territoriales élargies et plus de pouvoirs économiques.

Suite A-2, Mohawks...

Autres textes en page A-5



Au premier jour de la crise, les Mohawks prenaient possession de la pinède d'Oka et bravaient les autorités, comme ce Warrior juché sur un véhicule de la Sûreté du Québec renversé.

la vraie **vente** **T.C.**

EST EN COURS À NOS 6 MAGASINS

AJOUTEZ 1^{er} ET DOUBLEZ VOTRE ACHAT DANS LES VÊTEMENTS HOMMES ET DAMES

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

PLACE LAURIER

GALERIES DE LA CAPITALE QUÉBEC

CANARDIÈRE QUÉBEC

PLACE FLEUR DE LYS

MONTMORENCY

PROMENADE D'ORINDONVILLE

Suites de la première page

Baie James...

valuer les principales conséquences environnementales de ses projets, rétorque Mme Bacon. Le gouvernement n'acceptera jamais de se soumettre à ces directives ou des procédures émanant d'une commission fédérale.

En adoptant cette position, Québec agit conformément à ce que défendent devant les tribunaux « la majorité des gouvernements provinciaux », souligne la ministre qui refuse de dramatiser le dossier.

Collaboration

Elle ajoute même que le gouvernement et Hydro-Québec sont prêts à collaborer avec Ottawa « dans le cas des oiseaux migrateurs ou de certains ponts qui devront être construits sur certaines rivières qui sont de juridiction fédérale ». Mais il serait inacceptable qu'en matière d'hydroélectricité, le Québec doive « justifier les choix que nous avons fait depuis plus de 15 ans devant une commission fédérale ».

Mme Bacon refuse d'évoquer une guérilla juridique pour l'instant mais son collègue Paradis soutient que, « légalement, le fédéral ne peut faire l'évaluation dans des domaines qui relèvent constitutionnellement du gouvernement du Québec ».

Selon M. Paradis, Ottawa commet « une grave erreur » en formant une commission qui ne s'inscrit pas dans le cadre prévu par la Convention de la baie James que le gouvernement fédéral a signée avec le gouvernement du Québec, les Inuit et les Cris afin d'établir les règles du jeu pour l'avenir.

« J'ai l'impression qu'ils veulent faire leurs devoirs dans leur champ de compétence et qu'ils font preuve d'un excès d'enthousiasme et empiètent sur les compétences provinciales », dit M. Paradis.

Le gouvernement du Québec, lui, « entend poursuivre l'application de toutes les dispositions de la Convention de la baie James et, à cet effet, entend intensifier l'aspect des procédures d'évaluation environnementale qui ont trait à la construction des barrages du complexe Grande-Baleine ».

Par cette annonce, le ministre Paradis nuance encore un peu les intentions gouvernementales. Pendant des mois, de vives discussions ont eu lieu à l'intérieur du conseil des ministres pour savoir si on procéderait à une étude globale du projet Grande-Baleine ou si l'impact provoqué par la construction du complexe lui-même serait étudié séparément de l'impact causé par la réalisation des infrastructures d'accès comme les routes et les aéroports.

Après avoir tranché pour des études séparées malgré les protestations de environnementalistes et des autochtones, Québec veut maintenant synchroniser un peu mieux les deux procédures d'examen. « Nous intensifions les travaux par rapport au complexe pour que nous ayons

simultanément des études qui soient faites et arriver à une conclusion le plus rapidement possible », dit Mme Bacon.

Renaud...

Richard Desjardins et de Renaud.

Une déclaration de Renaud (qui disait regretter que trop de spectateurs soient obligés de rester debout à son spectacle), publiée par LE SOLEIL plus tôt cette semaine, n'est pas sans avoir attiré l'attention du service des incendies, a soutenu M. Dallaire. « On a revisité les lieux, hier, en compagnie du service de prévention des incendies ».

Selon M. Dallaire, la direction du festival ignorait que le nombre de billets vendus dépassait largement le quota de clients fixé par le service des incendies. « On a négocié de bonne foi. C'est certain que ce déplacement implique des frais ; on réglera ça avec le bar d'Auteuil après le festival », ajoutait M. Dallaire, soulignant que l'an dernier, quelque 400 spectateurs s'entassaient dans la même salle pour voir les Vol de nuit de Michel Rivard et Jim Corcoran.

Colère au d'Auteuil

« À la demande de nos avocats, nous ne ferons pas de commentaires », déclarait lors d'un court entretien téléphonique, M. Philippe Benoit, copropriétaire du bar-spectacles d'Auteuil. Visiblement irrité par toute cette affaire et le fait d'avoir été écarté de la conférence de presse, il a simplement ajouté : « Un jour, parce qu'on posait trop de questions, M. Beauchesne (le responsable de la programmation du festival) nous a dit 'Pourquoi vous prenez pas des vacances pendant le festival ?' ».

En fait, selon les clauses du contrat entre l'organisation du Festival d'été et le d'Auteuil, information confirmée par les deux parties, le bar-spectacles devait payer des droits au Festival d'été pour recevoir la visite des artistes de Vol de nuit.

L'affaire libère donc 300 nouveaux billets pour les trois prochains soirs. L'heure, le prix des billets (22,50 \$) et la formule sans sièges réservés restent les mêmes.

« On savait que Renaud attirerait beaucoup de monde. Mais on avait le goût de prendre le risque », a déclaré le directeur du festival, qui jure que le contexte intimiste promis aux spectateurs ne sera pas altéré dans la salle de l'Institut canadien. « Une salle de 600 places, c'est encore intimiste ! ».

Mohawks...

Mais les négociations ont échoué, et ce sont les chars d'assaut, non les pourparlers, qui ont finalement résolu cette crise.

Par une matinée ensoleillée du 11 juillet 1990, les policiers de la Sûreté du Québec ont pris d'assaut une barricade érigée à Kanesatake, située à l'ouest de Montréal, où depuis le printemps durait un conflit sur les revendications territoriales. Un policier, le caporal Marcel Lemay, est abattu lors de ce raid manqué, près de la municipalité de Oka.

En l'espace de quelques heures, la situation s'était transformée et des Mohawks masqués brandissant des armes automatiques menaçaient les auto-patrouilles des policiers. Pendant ce temps, au sud de Montréal, sur la réserve de Kahnawake, pour appuyer leurs compatriotes, les Indiens bloquaient l'entrée du pont Mercier, importante voie d'accès pour les banlieusards de la Rive-sud.

La crise dure 11 semaines. En colère, les citoyens des banlieues voisines de Kanesatake, qui doivent à cause de la barricade élevée par les Indiens, effectuer plusieurs heures de route pour se rendre au travail, manifestent. Leurs protestations dégénèrent presque en émeute ; ils lancent des pierres aux policiers et ceux-ci ont recours aux gaz lacrimogènes.

Lorsque le dernier retranchement des Mohawks, assiégé par l'armée canadienne, dépose les armes et se rend, le 26 septembre, les autochtones de tout le pays crient victoire.

Pourtant, sur les réserves de Kanesatake et de Kahnawake le triomphe n'a rien d'éclatant.

« Nous payons les événements de l'an dernier », a déclaré à la Presse canadienne le grand chef de la réserve de Kahnawake, Joe Norton.

Sur les lieux même où s'élevaient des barricades l'été dernier, durant les pourparlers sur la souveraineté des Mohawks, des détachements de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie canadienne effectuent aujourd'hui des patrouilles régulières.

« Nous sommes probablement l'un des territoires le plus envahis par les forces policières au Canada », se plaint le chef des Peacekeepers de Kahnawake, Joseph Montour.

Lorsque le SQ et la GRC ont commencé à patrouiller la réserve de Kahnawake, à la suite de la crise, le florissant mais illégal commerce des cigarettes de la réserve a été éliminé.

Selon M. Ron Abraira, directeur du groupe de développement économique de l'endroit, « le commerce des cigarettes et l'opération du super-bingo qui généraient de 250 à 300 emplois n'existent plus ».

Soldats...

Le quatuor est composé d'un jeune chômeur de 18 ans, de Saint-Jérôme, d'un journaliste de 21 ans, de Sainte-Julie, sur la Rive-Sud, ainsi que d'un militaire de 21 ans, du Royal 22e Régiment de Québec et d'un milicien de 20 ans, de la base de Valcartier. Trois des complices seront accusés de meurtre tandis que le suspect de 18 ans, d'âge mineur au moment des événements, écoperait d'une accusation de complot pour vol. En effet, la veille du drame, l'adolescent s'était déguisé.

Ces individus ont tous été écroués, hier, au centre de détention Parthenais, à Montréal, en attendant de comparaître aujourd'hui, au palais de justice de Saint-Jérôme, sous des accusations de meurtre, vol qualifié et recel.

Ces jeunes sont tous impliqués à différents degrés dans l'assassinat de M. Armand Robert, un père de famille de 67 ans qui était gardien de nuit au manège militaire de Saint-Jérôme.

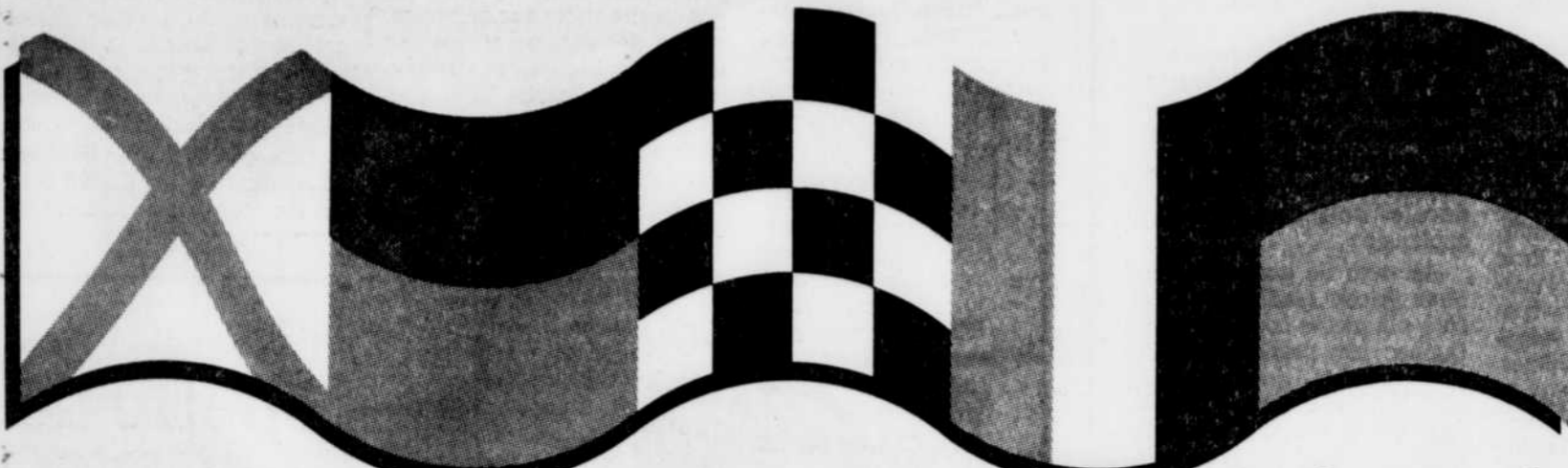
Membre du Corps canadien des commissionnaires, ce vétéran de la Deuxième Guerre mondiale avait sauvagement été roué de coups. Son cadavre, les mains attachées derrière le dos et un sac à ordures placé sur sa tête, a été découvert par des policiers, vers 2 h 30 le matin du 18 décembre dernier, à quelques pieds seulement de son poste de garde.

Le vol de plusieurs armes automatiques, dont 15 carabines de type C7 utilisées par les Forces armées et de six pistolets 9mm disparus de la voûte du manège militaire situé à 825, rue Fournier, à Saint-Jérôme, semblait de toute évidence à l'origine de cet assassinat.

Quelques heures plus tard, les policiers de la SQ retrouvaient, abandonnée sur une route secondaire de la région de Saint-Canut, la Jeep de l'armée avec laquelle les meurtriers avaient pris la fuite.

■ 18 morts dans un écrasement d'avion en Alabama

BIRMINGHAM, Alabama (AP) — Dix-huit personnes ont été tuées hier dans l'accident d'un avion de liaison régionale qui s'est écrasé sur un quartier résidentiel à l'ouest de Birmingham (Alabama) après avoir été pris dans un très violent orage, a annoncé un porte-parole de l'Aviation civile américaine (FAA). Selon ce porte-parole, les 14 passagers de l'appareil et quatre personnes ont été tués dans cet accident. L'avion s'est écrasé sur le quartier résidentiel d'Ensley à 18 h 12 et a complètement brûlé lors de son approche finale sur l'aéroport de Birmingham. Le pilote de l'avion qui assurait la liaison entre Mobile, sur la côte de l'Alabama, et Birmingham est le seul survivant et a été conduit dans un hôpital de la ville dans une situation très grave.



VENTE JOURS D'ÉTÉ



ROBES
CONTEMPORAINE
99.95
rég. jusqu'à 380.00

des robes en soie, gabardine, crêpe, viscose, lin, toutes sortes de styles, des modèles avec veste, couleurs et grandeurs désassorties.

ENSEMBLES
DEUX-PIÈCES
69.95
rég. jusqu'à 150.00

collection contemporaine, des ensembles en jersey souple unis ou imprimés, tee-shirt manches courtes et longues sur jupes longues, couleurs et grandeurs désassorties.



TUNIQUE DÉTENTE
14.99
rég. 33.00

une exclusivité de la guépière, une grande tunique en jersey de coton, encolure dégagée, des coloris de fleurs jardin, taille unique.

PEIGNOIRS
39.95
rég. 75.00

style kimono, en ratine de coton, couleurs et grandeurs désassorties.

MAILLOTS
19.99
rég. jusqu'à 42.00

des styles une et deux-pièces, en coton/lycra, nylon spandex, des formes balconnet, bandeau, nageur, des imprimés de fleurs, blocs de couleurs, différentes textures, couleurs et grandeurs assorties.



contemporaine
BLOUSE PURE SOIE
19.99
rég. 50.00

coupée spécialement pour la contemporaine une blouse forme tee-shirt, en pure soie lavée, rose pâle, aqua, émeraude, grandeurs assorties.

SOULIERS DÉTENTE
9.99
rég. jusqu'à 55.00

toute une collection, différents styles en toile, caoutchouc, lycra, des imprimés multiépices, des fleurs, des broderies, des couleurs vives, grandeurs désassorties.

PANTALONS
CONTEMPORAINE
39.95
rég. jusqu'à 85.00

des pantalons droits, avec ou sans plis, en viscose, lin, coton ou viscose et lin, couleurs et grandeurs assorties.

JUPES
CONTEMPORAINE
39.95
rég. jusqu'à 95.00

tout un choix de jupes droites ou à plis, différentes longueurs, en lin et coton ou viscose, couleurs et grandeurs assorties.

la maison

 **simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE
tirage du 10 juillet
9-7-6
7-4-7-5

6/49
7-10-23-26-27-32
(complémentaire)
41
EXTRA
951768